

La COP29 joue les prolongations pour tenter d'éviter un crash

La conférence sur le climat de Bakou est lancée dans un sprint final très incertain. Pays développés et pays du Sud ne sont pas encore parvenus à un accord sur le montant des aides pour faire face au défi du réchauffement climatique.

Par [Matthieu Goar](#)

Des activistes, en arrière-plan, manifestent en silence contre un projet d'accord jugé insuffisant à la COP29, vendredi 22 novembre 2024, à Bakou, en Azerbaïdjan. JOSHUA A. BICKEL / AP

La 29^e Conférence des parties (COP29) de Bakou, en Azerbaïdjan, devait initialement se terminer vendredi 22 novembre dans la soirée. Mais, comme souvent, la réunion onusienne sur le climat étire le temps et se prolongera ce week-end. Avec les départs programmés de certaines délégations, le compte à rebours est enclenché. Pour quelle issue ? Un consensus arraché ou un échec de la diplomatie climatique à l'issue de l'année la plus chaude depuis le début des relevés ? Samedi matin, personne ne préférerait s'avancer. Car le clivage affiché entre les pays développés et les pays en développement au sujet des aides à apporter aux Etats les plus pauvres n'est toujours pas résorbé. « *On est entré dans les moments cruciaux. Chaque COP est différente, chaque COP est compliquée, car c'est toujours une gageure de trouver un consensus entre 197 pays* », souffle-t-on au sein de la délégation française, où l'on gardait un espoir de parvenir à un accord.

Toute la nuit de vendredi à samedi, les consultations se sont poursuivies au cœur des salles de réunion installées dans le stade olympique de Bakou. Samedi, la présidence de la COP va devoir délivrer un *New Collective Quantified Goal* (NCQG), le texte crucial de cette conférence qui fixe le montant de l'objectif de financement à apporter aux pays en développement. Puis elle va sonder les parties avant d'espérer tenir une séance plénière de clôture. Vu le niveau de défiance qui s'est installé tout au long de ces deux semaines, les hôtes vont devoir trouver enfin le bon terrain d'atterrissage. « *Il s'agit de la pire COP de l'histoire récente*, a lâché Mohamed Adow, à la tête de l'organisation Power Shift Africa, vendredi 22 novembre. *Nous avons une des COP les moins bien organisées et les plus chaotiques que nous ayons jamais connues.* »

Des déclarations qui sont survenues après la publication d'une version du NCQG qui a fédéré l'ensemble des pays du Sud, soutenus par les organisations non gouvernementales, contre les pays du Nord. Dans ce document, tous les acteurs, les Etats comme les investisseurs privés, sont certes « *appelés* » à financer l'action climatique à hauteur d'au moins 1 300 milliards de dollars (près de 1 250 milliards d'euros) par an d'ici à 2035. Mais le point névralgique de cette négociation, le financement public que les pays développés seraient obligés de mettre sur la table, s'élèverait à 250 milliards de dollars à l'horizon 2035, « *provenant d'une variété de*

sources », précise le document. Selon une information de l'agence de presse Reuters confirmée au *Monde*, l'Union européenne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont proposé d'augmenter cette part du financement public à 300 milliards de dollars après avoir consulté leur capitale.

« Une insulte »

Assez pour changer la donne ? Vendredi soir, les pays du Sud n'étaient pas prêts à accepter. « *C'est une honte, c'est une insulte aux gens qui affrontent les impacts du changement climatique*, a cinglé l'Indien Harjeet Singh, à la tête d'une initiative pour un traité de non-prolifération des énergies fossiles, une voix très écoutée au sein des Etats les plus vulnérables. *Les pays en développement ont été très clairs sur le fait que les besoins se comptent en milliers de milliards de dollars et le montant qu'on leur propose est de 250 milliards de dollars, une somme même pas garantie.* » [Dans une lettre ouverte à une alliance de 134 pays en développement](#), le G77 + Chine, 335 ONG leur demandent de quitter la COP car « *il vaut mieux ne pas avoir d'accord à Bakou qu'un mauvais accord* ».

Toute la soirée, vendredi, les représentants de l'Union européenne ont répété que cet objectif représentait un gros effort par rapport au précédent (100 milliards à l'horizon 2020, atteint en 2022). Les Etats-Unis ne voulaient d'ailleurs pas aller au-delà de 180 milliards de dollars (173 milliards d'euros). Mais les pays du Sud sont restés unis. « *C'est totalement inacceptable et inadapté pour mettre en œuvre l'accord de Paris* », a résumé le Kényan Ali Mohamed, à la tête du groupe Afrique. Dans la soirée, les représentants du Brésil ont proposé la somme de 300 milliards de dollars provenant des pays développés d'ici à 2030 et 390 milliards de dollars d'ici à 2035. Le chiffre de 300 milliards dans les cinq ans à venir est partagé par Amar Bhattacharya, Vera Songwe et Nicholas Stern, les économistes mandatés par l'Organisation des Nations unies, dont le rapport, publié jeudi 14 novembre, estimait que les pays en développement auraient besoin de 1 000 milliards de dollars d'investissements supplémentaires, publics et privés, à l'horizon 2035.

Quelle peut être la conclusion de cette COP ? Plusieurs sources européennes estiment qu'il existe une marge de manœuvre, mais à plusieurs conditions. Pour figer un peu plus les objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, les négociateurs de l'UE veulent absolument conserver les paragraphes 16 et 18 du Dialogue des Emirats arabes unis, un autre document de cette COP. Dans ces lignes, les parties font une nouvelle fois référence à l'accord de Dubaï, adopté à la COP28, qui avait inscrit dans la diplomatie climatique une « *transition hors des énergies fossiles* » et demandent un rapport annuel sur les progrès de sa mise en œuvre. Les pays du Golfe veulent faire disparaître ces passages.

Pour ne pas avoir à trop augmenter leurs financements, les pays développés sont prêts aussi à flécher une partie des sommes vers les pays les plus vulnérables ou vers les petits Etats insulaires en développement. Un sujet qui divise le G77, le principal bloc des pays en développement. « *A la fin, il y a toujours un peu de dramatisation. Ça permet à chacun de réitérer ses positions de façon plus vocale, il faut rester optimiste* », glisse-t-on au sein de la délégation française.